

**Nations unies - République
Démocratique du Congo -
Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(New York, 13 novembre 2018)

Monsieur le Président,

Je remercie la représentante spéciale du secrétaire général et chef de la MONUSCO, Mme Leila Zerrougui, pour son exposé très instructif. Permettez-moi, au nom de la France, de réitérer notre plein et entier soutien à son engagement de tous les instants et à celui de la MONUSCO. Je remercie aussi Mme Josephine Mbela pour son témoignage très éclairant sur les attentes de la population congolaise à l'égard de ces élections, et notamment le rôle essentiel que doivent pouvoir y jouer les femmes. Soyez assurée que vos importants messages ont été entendus.

Monsieur le Président,

Comme j'ai eu l'occasion de le dire lors de la récente visite de ce Conseil en République Démocratique du Congo, nous sommes à un moment crucial dans l'histoire de la RDC. Il existe aujourd'hui, nous en sommes tous convaincus, une opportunité historique, avec les élections du 23 décembre, pour un premier transfert démocratique et pacifique du pouvoir dans ce pays. Des élections réussies, c'est-à-dire libres, crédibles, ouvertes et transparentes, dans un climat apaisé et dont les résultats seraient incontestables, permettraient d'ouvrir un nouveau chapitre dans l'histoire de ce pays. Elles ouvriraient en effet la voie à la consolidation de la stabilité en RDC et contribueraient à créer les conditions propices à son développement.

Des progrès ont été faits en ce sens. Le matériel électoral commence à être déployé dans le pays, les listes électorales provisoires sont publiées pour que chacun puisse les revoir, le gouvernement a commencé à nouveau à verser des fonds à la Commission électorale nationale indépendante pour lui permettre d'opérer pleinement. La France salue ces progrès.

Mais ces avancées techniques n'auront de sens que si tous les candidats peuvent concourir librement à ces élections et si le peuple congolais a confiance que son vote sera pleinement pris en compte. La confiance est donc la clé du succès. Des efforts ont été faits pour rapprocher les points de vue sur l'utilisation de la machine à imprimer les bulletins de vote et sur le fichier électoral. Des questions techniques ont été posées. Il est essentiel que le dialogue entre toutes les parties se poursuive pour y répondre et qu'un accord soit trouvé rapidement sur les conditions de préparation de ces élections. Tous les acteurs politiques congolais impliqués dans ces élections, que ce soit pour les organiser ou y concourir, doivent se hisser à la hauteur de l'enjeu et de l'appel du peuple pour surmonter leurs divergences et trouver les voies du

consensus le plus large possible.

Monsieur le Président,

Comme l'a demandé à plusieurs reprises ce Conseil, une mise en oeuvre pleine et entière, de bonne foi, des mesures dites de décrispation prévues par l'accord de la St Sylvestre est nécessaire. L'Union africaine a aussi relayé par la voix de son Commissaire à la paix et à la sécurité, je cite, un "appel à toutes les parties à la sérénité et à la concertation afin de trouver des solutions viables à la sécurité des candidats et des scrutins; et des réponses consensuelles aux questionnements liés au fichier électoral, à l'ouverture de l'espace politique et l'accès équitable aux médias publics de tous les acteurs" (fin de citation).

L'accord de la St Sylvestre prévoit notamment la levée de l'interdiction générale de manifester. Même si quelques réunions politiques ont pu être organisées à Kinshasa sans incidents, ce que la France salue, cette levée se fait encore attendre et nous voyons encore souvent, en province, des réunions à caractère politique interdites, parfois avec un très court préavis, et les manifestants arrêtés sans ménagement. Il est essentiel que la levée de l'interdiction de manifester soit étendue à l'ensemble du territoire.

La campagne officielle commence en effet dans dix jours. Lors de la visite du Conseil de sécurité en RDC, le gouvernement s'est engagé à ce que toutes les activités politiques puissent se tenir librement et sans entraves pendant cette période. De leur côté, les responsables de l'opposition que nous avons rencontrés s'étaient engagés à mener ces activités de manière pacifique. Nous appelons chacun, gouvernement comme candidats de l'opposition, à honorer ces engagements, pour le bien du peuple congolais.

Enfin, nous respectons le choix des autorités congolaises d'organiser les élections sans aide extérieure. Mais nous restons mobilisés, notamment via la MONUSCO, pour apporter un appui à l'organisation des élections si le gouvernement congolais en fait la demande. Sur ce sujet, l'Union africaine a aussi réitéré sa disponibilité à mutualiser ses moyens et à coordonner ses efforts avec ceux de la MONUSCO afin d'apporter les appuis supplémentaires à l'organisation des élections.

Je voudrais également aborder rapidement trois points qui, sans être liés directement aux élections, revêtent une importance particulière:

- Tout d'abord, la situation dans l'Est du pays. L'action des groupes armés, en particulier des ADF, continue de menacer les populations civiles, notamment autour de la ville de Beni. Consciente de la complexité de la situation dans cette zone, la France encourage la MONUSCO, et sa Brigade d'Intervention en particulier, à se montrer ambitieuses dans leurs actions pour neutraliser ces groupes et rendre aux populations civiles de Beni la paix à laquelle elles aspirent.

- L'épidémie d'Ebola ensuite, qui sévit dans la même région et où la situation sécuritaire complique sensiblement la réponse. La France salue l'engagement courageux des services

congolais et des partenaires internationaux, notamment la MONUSCO, dans la lutte contre l'épidémie. Elle encourage les partenaires de la RDC à répondre à l'appel qui a été lancé pour financer le plan de réponse régional. A défaut, le risque de contagion au sein de la région est élevé. Dans cet esprit, je voudrais réitérer ici l'appel de ce Conseil, dans sa résolution 2439, à garantir l'accès et la sécurité des personnels humanitaires et médicaux.

- La situation humanitaire dans les Kasais enfin. Le retour de milliers de Congolais d'Angola est venu compliquer singulièrement la réponse à la crise, dans une zone déjà meurtrie par les tensions récentes. La France salue la solidarité dont ont fait preuve les populations de la région, offrant leur assistance à ces rapatriés alors que ces populations vivent déjà dans des conditions difficiles. Là aussi, les partenaires de la RDC doivent se montrer à la hauteur de l'enjeu et apporter l'assistance qui s'impose pour venir en aide aux populations concernées.

Monsieur le Président,

Sur l'ensemble de ces points, soyez assuré de l'engagement résolu et continu de la France.

Je vous remercie./.